

**L'ATTESTATION SUR L'HONNEUR ET LES PIECES A FOURNIR  
JUSTIFIANT QUE LE CANDIDAT A SATISFAIT  
AUX OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES.**

*(Situation au 31 décembre de l'année précédent le lancement de la consultation)*

· Je soussigné (nom, prénom, qualité).....  
.....  
.....  
Agissant au nom de l'entreprise (société) : (à compléter).....  
.....  
Sise (à compléter).....  
.....  
.....

**Atteste sur l'honneur que la société pour laquelle j'interviens :**

**1) A satisfait à ses obligations fiscales et sociales prévues par l'art 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 au titre de l'année précédente**

*(Le candidat peut fournir directement les certificats fiscaux et sociaux correspondants, toutefois, si le candidat n'opte pas pour cette solution sa candidature sera considéré comme recevable au vu du présent document) ;.*

**2) Ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir prévue à l'article 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015 ou sous le coup d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays;**

**3) N'a pas fait l'objet, au cours de ces cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n °2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 324- 9, L. 324-10 (travail dissimulé), L. 341-6 (emploi de main d'oeuvre étrangère dépourvue de titre de travail), L. 125-1 et L. 125-3 (marchandage et prêt illicite de main d'oeuvre) du Code du Travail (art 43 du CMP)**

**4) N'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9 et par l'article 450-1 du code pénal, ainsi que par le deuxième alinéa de l'article L. 152-6 du code du travail et par l'article 1741 du code général des impôts.**

**5) Est en règle au regard de l'article R 324-4 ou R 324-7 du Code du Travail, à savoir que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 143-3, L. 143-5 et L. 620-3 du Code du travail ou des règles équivalentes dans les pays auxquels ils sont rattachés**

*(le candidat peut fournir directement les pièces mentionnées à l'article R 324-4 ou R 324-7 du Code du Travail, si le candidat n'opte pas pour cette solution sa candidature sera considéré comme recevable au vu du présent document) ;.*

**6) Situation au niveau l'obligation d'emploi des Personnes Handicapées**  
*(Case à cocher)*

☐ Que je suis en règle, au niveau de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés visée par les articles L321-1 et avoir souscrit la déclaration visée à l'article L323-8-5 du Code de travail ou à défaut avoir versé la contribution visée à l'article L323-8-2 du même Code.

☐ Ne pas être concerné par l'article 29 de la Loi pour l'égalité des droits des Personnes handicapées.

7) Que l'entreprise n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du code de commerce et les personnes physiques dont la faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du même code, a été prononcée ainsi que les personnes faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

**8) Situation au niveau du redressement judiciaire**

*(Case à cocher)*

☐ *Que l'entreprise que je représente n'est pas en redressement judiciaire ;*

☐ *Que l'entreprise que je représente est en redressement judiciaire, mais a été autorisée à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché*

*(Jugement à joindre)*

**Date :**

**Cachet de l'entreprise**

**Signature**

**Le marché ne sera attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.**

Dans un souci d'efficacité, il est demandé au candidat de préciser le nom de la personne à contacter et le numéro de téléphone et de fax de la Société permettant de joindre cette personne :

Nom : .....

Numéro de FAX : .....

E-Mail : .....